

26-07-1999

NR.

51590

No

/Co/312

COMMISSION PARITAIRE DES GRANDS MAGASINS

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 24 JUIN 1999 MODIFIANT  
LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 13 DECEMBRE 1989  
FIXANT LES CONDITIONS DE REMUNERATION  
ET DE TRAVAIL DES TRAVAILLEURS

## CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

*Article 3* - La présente convention collective de travail **s'applique** aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des grands magasins.

## CHAPITRE II - DISPOSITIONS DE MODIFICATION

*Article 2* - Les articles 17, 19, 20, 26, 28, 31, 33 et 34 de la convention collective de travail du 13 décembre 1989 fixant les conditions de rémunération et de travail (Arrêté royal du 21 septembre 1990 - Moniteur belge du 20 décembre 1990), modifiée par les conventions collectives de travail des 24 octobre 1990 (Arrêté royal du 28 février 1991 - Moniteur belge du 18 avril 1991), 26 juin 1991 (Arrêté royal du 15 février 1993 - Moniteur belge du 09 mars 1993), 2 septembre 1993 (Arrêté royal du 7 août 1995 - Moniteur belge du 21 octobre 1995), 10 juin 1996 (enregistrée sous le numéro 42085/co/312), 9 septembre 1996 (Arrêté royal du 6 juin 1997, Moniteur belge du 29 octobre 1997), du 6 mai 1997 (enregistrée sous le numéro 44272/co/312), du 18 juin 1997 (enregistrée sous le numéro 45266/co/312 et 3 avril 1998 (enregistrée sous le numéro 48567/co/312) sont modifiés par les dispositions suivantes :

"Article 17 - La progression totale des barèmes des rémunérations des employés d'exécution, en valeur absolue et en regard de l'indice 139,18 pivot de la tranche de stabilisation 136,45 - 141,95 (base 1981 = 100), est fixée comme suit :

- première catégorie : 34.060 F à 40.153 F;
- deuxième catégorie : 36.293 F à 51.402 F;
- troisième catégorie : 38.207 F à 55.799 F;
- quatrième catégorie : 41.078 F à 55.799 F.

Les montants fixés au premier alinéa sont augmentés comme suit :

- au 1er juillet 1990 : de 1.000 F;
- 1er décembre 1992 (au 1er septembre 1992 dans les sociétés **GIB** et **Courthéoux-Fradis-branche Cora**) : de 2 %, avec un minimum de 1.000 F et un maximum de 1.600F;
- au 1er janvier 1993 : de 700 F.
- au 1er octobre 1998 : de 300 F.
- **au 1er juillet 1999 : de 500 F.**
- **au 1er juillet 2001 : de 500 F.**

Ces montants sont mis en regard de l'indice-pivot en vigueur aux dates où interviennent les augmentations respectives.

Article 19 - Les rémunérations mensuelles minimums des employés d'exécution mineurs d'âge se présentent comme suit, en regard de l'indice 139,18, pivot de la tranche de stabilisation 136,45 - 141,95 (base 1981 = 100) :

*(Handwritten signatures and initials)*

| Age    | Première catégorie | Deuxième catégorie | Troisième catégorie | Quatrième catégorie |
|--------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|
| 20 ans | 34.060             | 36.293             | 38.207              | 41.079              |
| 19 ans | 32.852             | 34.980             | 36.914              | 39.642              |
| 18 ans | 31.661             | 33.681             | 36.233              | 38.201              |
| 17 ans | 30.465             | 32.369             | 34.787              | 36.779              |
| 16 ans | 29.272             | 31.063             | 33.334              | 35.919              |

Les montants à 20 ans sont augmentés comme suit :

- au 1er juillet 1990 : de 1.000 F;
- au 1er décembre 1992 (au 1er septembre 1992 dans les sociétés GIB et Courthéoux-Fradis-branche Cora) : de 2 %, avec un minimum de 1.000 F et un maximum de 1.600 F;
- au 1er janvier 1993 : de 700 F.
- au 1er octobre 1998 : de 300 F
- au 1er juillet 1999 : de 500 F
- au 1er juillet 2001 : de 500 F

Ces montants sont mis en regard de l'indice-pivot en vigueur aux dates où interviennent les augmentations respectives.

Les montants à 19, 18, 17 et 16 ans sont augmentés proportionnellement à la même date, tenant compte de la dégressivité existante par rapport aux montants à 20 ans.

Article 20- Les employés d'exécution bénéficient, dès l'âge de vingt ans, de la totalité de la rémunération mensuelle minimum prévue à l'embauche de la catégorie dans laquelle ils se trouvent classés.

Les rémunérations mensuelles minimums sont fixées comme suit : en regard de l'indice 139,18, pivot de stabilisation 136,45 - 141,95 (base 1981 = 100) :

- 34.060 F pour la première catégorie;
- 36.293 F pour la deuxième catégorie;
- 38.207 F pour la troisième catégorie;
- 41.078 F pour la quatrième catégorie.

La progression des barèmes des rémunérations en fonction de l'ancienneté commence à évoluer dès le moment où ces employés ont atteint l'âge de départ tel qu'il est fixé à l'article 18.

Les montants fixés au premier alinéa sont augmentés comme suit :

- au 1er juillet 1990 : de 1.000 F;
- au 1er décembre 1992 (au 1er septembre 1992 dans les sociétés GIB et Courthéoux-Fradis-branche Cora) : de 2 %, avec un minimum de 1.000 F et un maximum de 1.600 F;
- au 1er janvier 1993 : de 700 F.
- au 1er octobre 1998 : de 300 F
- au 1er juillet 1999 : de 500 F
- au 1er juillet 2001 : de 500 F

Handwritten initials and marks at the bottom right of the page.

Ces montants sont mis en regard de l'indice-pivot en vigueur aux dates où interviennent les augmentations respectives.

Article 26- La progression totale des barèmes des rémunérations du personnel de cadre, en valeur absolue et en regard de l'indice 139,18, pivot de la tranche de stabilisation 136,45 - 141,95 (base 1981 = 100), est fixée comme suit :

- cinquième catégorie : 47.168 F à 65.527 F
- sixième catégorie : 53.276 F à 74.864 F
- septième catégorie : 61.518 F à 87.504 F

Les montants fixés au premier alinéa sont augmentés comme suit :

- au 1er juillet 1990 : de 1.000 F;
- au 1er décembre 1992 (au 1er septembre 1992 dans les sociétés GIB et Courthéoux-Fradis (branche Cora) : de 2 %, avec un minimum de 1.000 F et un maximum de 1.600 F;
- au 1er janvier 1993 : de 700 F.
- au 1er octobre 1998 : de 300 F
- au 1er juillet 1999 : de 500 F
- au 1er juillet 2001 : de 500 F

Ces montants sont mis en regard de l'indice-pivot en vigueur aux dates où interviennent les augmentations respectives.

Article 28- Les rémunérations mensuelles minimums de départ du personnel de cadre sont les suivantes, en regard de l'indice 139,18, pivot de la tranche de stabilisation 136,45 - 141,95 (base 1981 = 100) :

- 47.168 F pour la cinquième catégorie;
- 53.276 F pour la sixième catégorie;
- 61.518 F pour la septième catégorie.

Les montants fixés au premier alinéa sont augmentés comme suit :

- au 1er juillet 1990 : de 1.000 F;
- au 1er décembre 1992 (au 1er septembre 1992 dans les sociétés GIB et Courthéoux- Fradis-branche Cora) : de 2 %,avec un minimum de 1.000 F et un maximum de 1.600 F;
- au 1er janvier 1993 : de 700 F.
- au 1er octobre 1998 : de 300 F
- au 1er juillet 1999 : de 500 F
- au 1er juillet 2001 : de 500 F

Ces montants sont mis en regard de l'indice-pivot en vigueur aux dates où interviennent les augmentations respectives.

Article 31- La progression totale des barèmes des salaires horaires des ouvriers, en valeur absolue et en regard de l'indice 139,18, pivot de la tranche de stabilisation 136,45 - 141,95 (base 1981 = 100), est fixée comme suit :

- première catégorie : 253,80 F à 269,75 F
- deuxième catégorie : 264,80 F à 280,80 F
- troisième catégorie : 279,25 F à 301,00 F

|

X J C  
r

Les montants fixés ci-dessus sont augmentés comme suit :

- au 1er juillet 1990 : de 6,40 F
- au 1er décembre 1992 (au 1er septembre 1992 dans les sociétés GIBet Courthéoux Fradis-branche Cora) : de 2 %, avec un minimum de 6,40 F et un maximum de 10,25 F;
- au 1er janvier 1993 : de 4,50 F.
- au 1er octobre 1998 : de 1, 9230F.
- au 1er juillet 1999 : de 3,2051 F
- au 1er juillet 2001 : de 3,2968 F

Ces montants sont mis en regard de l'indice-pivot en vigueur aux dates où interviennent les augmentations respectives.

Article 33- Les salaires horaires minimums des ouvriers mineurs d'âge présentent comme suit, en regard de l'indice 139,18, pivot de la tranche de stabilisation 136,45 - 141,95 (base 1981 = 100) :

| Age    | Première catégorie | Deuxième catégorie | Troisième catégorie |
|--------|--------------------|--------------------|---------------------|
| 20 ans |                    |                    |                     |
| 19 ans | 253,80F            | 264,80 F           | 279,25 F            |
| 18 ans |                    |                    |                     |
| 17ans  | 231,80F            | 237,45F            | 250,25F             |
| 16 ans | 221,15F            | 231,65 F           | 239,40F             |

Les montants à 20, 19 et 18 ans sont augmentés comme suit :

- au 1er juillet 1990 : de 6,40 F;
- au 1er décembre 1992 (au 1er septembre 1992 dans les sociétés GIB et Courthéoux Fradis-branche Cora) : de 2 %, avec un minimum de 6,40 F et un maximum de 10,25 F;
- au 1er janvier 1993 : de 4,50 F.
- au 1er octobre 1998 : de 1,9230 F.
- au 1er juillet 1999 : de 3,2051 F.
- au 1er juillet 2001 : de 3,2968 F.

Ces montants sont mis en regard de l'indice-pivot en vigueur aux dates où interviennent les augmentations respectives.

Les montants à 17 et 16 ans sont augmentés proportionnellement à la même date, tenant compte de la dégressivité existante par rapport aux montants à 20, 19 et 18 ans.

Article 34- Les salaires horaires minimums sont fixés comme suit, en regard de l'indice 139,18, pivot de la tranche de stabilisation 136,45 - 141,95 (base 1981 = 100) :

- première catégorie : 253,80 F
- deuxième catégorie : 264,80 F
- troisième catégorie : 279,80 F.

Les montants fixés ci-dessus sont augmentés comme suit :

- au 1er juillet 1990 : de 6,40 F;
- au 1er décembre 1992 (au 1er septembre 1992 dans les sociétés GIB et Courthéoux-Fradis-branche Cora) : de 2 %, avec un minimum de 6,40 F et un maximum de 10,25;

k

- 67
- au 1er janvier 1993 : de 4,50 F.
  - au 1er octobre 1998 : de 1,9230 F.
  - au 1er juillet 1999 : de 3,2051 F.
  - au 1er juillet 2001 : de 3,2968 F.

Ces montants sont mis en regard de l'indice-pivot en vigueur aux dates où interviennent les augmentations respectives.

Article 3 - Après l'article 43 de la même convention collective de travail est insérée la disposition suivante :

"6. Salaires réels.

Article 43 bis - Les salaires mensuels réels des travailleurs à temps plein sont augmentés :

- au 1er juillet 1999 : de 500 F bruts
- au 1er juillet 2001 : de 500 F bruts

Les salaires horaires réels des travailleurs à temps plein sont augmentés :

- au 1er juillet 1999 : de 3,2051 F bruts
- au 1er juillet 2001 : de 3,2968 F bruts

Les travailleurs à temps partiel ont droit au pro rata."

Article 4 - Aux articles 43 et 57 de la même convention collective de travail est ajouté l'alinéa suivant :

"A partir du 1er janvier 2001, le dénominateur 156 est remplacé par 151,66".

Article 5 - A l'article 44 de la même convention collective de travail est ajouté l'alinéa suivant :

"A partir du 1er janvier 2001, ces sursalaires sont appliqués sur le salaire horaire converti par référence à une durée hebdomadaire de travail de 35 heures, le salaire horaire étant égal à la rémunération mensuelle divisée par 151,66".

Article 6 - Les articles 64 à 68 bis de la même convention collective de travail sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 64 - La durée hebdomadaire est de trente-six heures réparties sur quatre jours et demi de **travail/semaine**.

Sans préjudice à l'article 66, le principe prévu à l'alinéa 1er ne fait pas obstacle à des durées hebdomadaires de travail et des répartitions journalières particulières dans la mesure où elles ont été définies selon la procédure de concertation fixée à l'article 64, §§ 3 et 4 **et/ou** au bout de la période convenue par cette concertation, la durée de travail ne dépasse pas en moyenne les limites fixées à l'alinéa 1er.

Les modalités **d'application** sont fixées au niveau de l'entreprise en concertation avec le conseil d'entreprise, à défaut de cet organe avec le comité de prévention et protection, à défaut de cet organe avec la délégation syndicale.

Les modalités peuvent être **différentes** suivant qu'il s'agit des services administratifs, techniques, de la vente et des dépôts.

Article 65 - Au 1er janvier 2001, la durée hebdomadaire du travail est portée à 35 heures avec maintien du salaire.

Cette réduction du temps de travail est accordée sous forme de jours compensatoires.

/ / /

Ceux-ci sont pris de commun accord selon les modalités d'application dans l'entreprise en matière de congés extra-légaux. La réduction du temps de travail d'une heure correspond à 6 jours compensatoires sur base annuelle. Les entreprises qui souhaitent appliquer cette réduction du temps de travail d'une autre manière, peuvent le faire après concertation au niveau de l'entreprise.

Article 66 - En décembre, la durée hebdomadaire de travail définie aux articles 64 et 65 peut être portée à trente-neuf heures. Les heures prestées en décembre en plus de la durée hebdomadaire telle quelle est définie aux articles 64 et 65 sont compensées selon les modalités fixées par l'entreprise en accord avec le conseil d'entreprise ou la délégation syndicale.

Article 67 - Les dispositions des articles 64 à 66 ne portent pas préjudice à l'application des articles 69 à 72, ni des dispositions de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

Article 68 - Sans préjudices aux dispositions de l'article 66, les sursalaires pour heures supplémentaires, fixés à l'article 29, § 1 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 sont payés à partir de la 37ème heure de travail hebdomadaire.

Article 68bis - Le personnel volontaire hors catégories V, VI, VII qui souhaite réduire son temps de travail à 32 heures, pourra le faire aux conditions suivantes :

- prestations réparties sur 4 ou 5 jours en fonction de l'organisation locale du travail et en concertation avec la délégation syndicale locale.
- salaire adapté à 32 heures.

Les entreprises s'engagent à compenser les heures ainsi libérées par **majoration** de contrats internes ou par des engagements externes, après information aux délégations syndicales locales.

Article 7 - L'article 76 de la convention collective de travail est complété comme suit :

"A partir du 1er janvier 2000, tous les travailleurs à temps partiel ayant un contrat de travail de maximum 24 heures par semaine, ont à leur demande écrite le droit de répartir leurs prestations sur quatre jours par semaine. Cette mesure s'applique à partir du 1er janvier 2000."

Article 8 - Dans la même convention collective de travail est inséré un article 76 bis, rédigé comme suit :

"Article 76 bis - La durée des prestations des travailleurs à temps partiel reste inchangée au 1er janvier 2001. La réduction du temps de travail prévue à cette date pour les travailleurs à temps **plein**, se réalise, pour les travailleurs à temps partiel, via une augmentation proportionnelle de salaire de 2,857 %.

Article 9 - Dans la même convention collective de travail est inséré un article 118 bis, rédigé comme suit :

" Article 118 bis - Des dérogations aux articles précédents seront d'application pour les entreprises suivantes :

- Pour la sa **Inno**, une autre modalisation du pouvoir d'achat en 1999 et en 2000 sera convenue. Les barèmes et salaires réels des travailleurs à temps plein seront augmentés au 1er juillet 2001 de **1 000F** bruts par mois. Les travailleurs à temps partiel auront droit au pro rata.

- Hema Belgique bv augmentera les barèmes et salaires réels des travailleurs à temps plein le 1er juillet 2001 de **1 000 F** bruts par mois. Les travailleurs à temps partiel auront droit au pro rata. En ce qui concerne la réduction du temps de travail pour les travailleurs à temps plein et

V

**l'impact de la réduction du travail sur les travailleurs à temps partiel, l'accord sera appliqué au 1er janvier 2002 à la place du 1er janvier 2001.'**

**CHAPITRE III - DISPOSITION FINALE**

*Article 10* - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1999.

Elle a la même durée de validité que l'accord qu'elle modifie.

h

Ir 

Annexe

COMMISSION PARITAIRE DES GRANDS MAGASINS

RATTACHEMENT DES SALAIRES  
A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

TRANCHES D'INDEX SUR LA BASE 1996 = 100

Tranches d'index visées par l'article 60 de la CCT du 13 décembre 1989,  
approuvées par la Commission paritaire le 24 juin 1999.

A. Anciennes tranches (base 1988 = 100)

|        |        |        |
|--------|--------|--------|
| 118,18 | 120,54 | 122,95 |
| 120,54 | 122,95 | 125,41 |
| 122,95 | 125,41 | 127,92 |
| 125,41 | 127,92 | 130,48 |
| 127,92 | 130,48 | 133,09 |
| 130,48 | 133,09 | 135,75 |
| 133,09 | 135,75 | 138,47 |
| 135,75 | 138,47 | 141,24 |
| 138,47 | 141,24 | 144,06 |
| 141,24 | 144,06 | 149,94 |
| 144,06 | 146,94 | 149,88 |
| 146,94 | 149,88 | 152,88 |

B. Nouvelles tranches (base 1996 = 100 - taux de conversion 0,8294)

|            |        |        |
|------------|--------|--------|
| 98,0299,98 | 101,97 |        |
| 99,98      | 101,97 | 104,02 |
| 107,97     | 104,02 | 106,10 |
| 104,02     | 106,10 | 108,22 |
| 106,10     | 108,22 | 110,38 |
| 108,22     | 110,38 | 112,59 |
| 110,38     | 112,59 | 114,85 |
| 112,59     | 114,85 | 117,14 |
| 114,85     | 117,14 | 119,48 |
| 117,14     | 119,48 | 121,87 |
| 119,48     | 121,87 | 124,31 |
| 121,87     | 124,31 | 126,80 |

*[Handwritten signatures]*



2

26-07-1999

51590

/Co-12

|                                     |
|-------------------------------------|
| PARITAIR COMITÉ VOOR DE WARENHUIZEN |
|-------------------------------------|

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 24 JUNI 1999  
TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE  
ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 13 DECEMBER 1989 TOT  
VASTSTELLING VAN DE LOON- EN  
ARBEIDSVOORWAARDEN**

**HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED**

*Artikel 1* - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair comité voor de warenhuizen.

**HOOFDSTUK II - WIJZIGINGSBEPALINGEN**

*Artikel 2* - De artikelen 17, 19, 20, 26, 28, 31, 33 en 34 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 1989 tot vaststelling van de loon- en arbeidsvoorwaarden (Koninklijk besluit van 21 september 1990 - Belgisch staatsblad van 20 december 1990), gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 24 oktober 1990 (Koninklijk besluit van 28 februari 1991 - Belgisch staatsblad van 18 april 1991), van 26 juni 1991 (Koninklijk besluit van 15 februari 1993 - Belgisch staatsblad van 9 maart 1993), van 2 september 1993 (Koninklijk besluit van 7 augustus 1995 - Belgisch staatsblad van 21 oktober 1995), van 10 juni 1996 (geregistreerd onder nr 42085/co/312), van 9 september 1996 (Koninklijk besluit van 6 juni 1997 - Belgisch staatsblad van 29 oktober 1997), van 6 mei 1997 (geregistreerd onder nr 44272/co/312), van 18 juni 1997 (geregistreerd onder nr 45266/co/312) en van 3 april 1998 (geregistreerd onder nr 48567/co/312) worden vervangen door de hierna volgende bepalingen :

**"Artikel.17** - De totale opklimming in de loonschaal van de ondergeschikte bedienden, in absolute waarde uitgedrukt is gesteld tegenover het indexcijfer 139,18, spil van de stabilisatieschijf 134,45 - 141,95 (basis 1981 = 100), wordt als volgt vastgesteld :

- eerste catégorie : 34.060 F tot 40.153 F;
- tweede catégorie : 36.293 F tot 51.402 F;
- derde catégorie : 38.207 F tot 55.799 F;
- vierde catégorie : 41.078 F tot 55.799 F.

De in de eerste alinéa vastgestelde bedragen worden verhoogd als volgt :

- op 1 juli 1990 : met 1.000 F;
- op 1 december 1992 (op 1 september 1992 bij GIB en Courthéoux-Fradis (tak Cora) : met 2 %, met een minimum van 1.000 F en een maximum van 1.600 F;
- op 1 januari 1993 : met 700 F;
- op 1 oktober 1998 : met 300 F;
- op 1 juli 1999 : met 500 F;
- op 1 juli 2001 : met 500 F.

Handwritten initials and signature.

Deze bedragen zijn gesteld tegenover het **spilindexcijfer** dat van kracht zal zijn op het ogenblik van de respectievelijke verhogingen.

**Artikel.19** - De minimum maandlonen van de **minderjarige** ondergeschikte bedienden **zijn**, gesteld tegenover het **indexcijfer 139,18**, **spil** van de **stabilisatieschijf 136,45 - 141,95** (basis 1981 = 100), de volgende :

| Leeftijd | Eerste categorie | Tweede categorie | Derde categorie | Vierde categorie |
|----------|------------------|------------------|-----------------|------------------|
| 20 jaar  | 34.060           | 36.293           | 38.207          | 41.079           |
| 19 jaar  | 32.852           | 34.980           | 36.914          | 39.642           |
| 18 jaar  | 31.661           | 33.681           | 36.233          | 38.201           |
| 17 jaar  | 30.465           | 32.369           | 34.787          | 36.779           |
| 16 jaar  | 29.272           | 31.063           | 33.334          | 35.919           |

De bedragen op 20 jaar worden verhoogd **als volgt**:

- op 1 juli 1990 : met 1.000 F;
- op 1 december 1992 (op 1 september 1992 bij GIB en Courthéoux-Fradis (tak Cora) : met 2 %, met een minimum van 1.000 F en een maximum van 1.600 F;
- op 1 januari 1993 : met 700 F;
- op 1 oktober 1998 : met 300 F;
- op 1 juli 1999 : met 500 F;
- op 1 juli 2001 : met 500 F.

Deze bedragen zijn gesteld tegenover het **spilindexcijfer** dat van kracht zal zijn op het ogenblik van de respectievelijke verhogingen.

De bedragen op 19, 18, 17 en 16 jaar worden proportioneel verhoogd op **dezelfde datum**, **rekening houdend** met de bestaande degressiviteit ten opzichte van de bedragen op 20 jaar.


**Artikel.20** - Vanaf de leeftijd van **twintig** jaar genieten de **ondergeschikte** bedienden het **volledig** minimum **maandloon** waarin is voorzien bij de **indienstneming** in de categorie waarin zij worden gerangschikt. De minimum maandlonen worden, gesteld tegenover het **indexcijfer 139,18**, **spil** van de **stabilisatieschijf 136,45 - 141,95** (basis 1981 = 100), vastgesteld **als volgt**:

- 34.060 F voor de eerste categorie;
- 36.293 F voor de tweede categorie;
- 38.207 F voor de derde categorie;
- 41.078 F voor de vierde categorie.

De **opklimming** in de loonschalen op **grond** van de **anciënniteit** vangt aan op het ogenblik dat deze bedienden de in artikel 18 vastgestelde **aanvangsleeftijd** hebben bereikt.

De in de eerste alinéa vastgestelde bedragen worden verhoogd **als volgt** :

- op 1 juli 1990 : met 1.000 F;
- op 1 december 1992 (op 1 september 1992 bij GIB en Courthéoux-Fradis (tak Cora) : met 2 %, met een minimum van 1.000 F en een maximum van 1.600 F;
- op 1 januari 1993 : met 700 F;
- op 1 oktober 1998 : met 300 F;
- op 1 juli 1999 : met 500 F;

  
 r

4

- op 1 juli 2001 : met 500 F.

Deze bedragen zijn gesteld tegenover het **spilindexcijfer** dat van kracht zal zijn op het ogenblik van de respectievelijke verhogingen.

**Artikel.26** - De totale **opklimming** in de loonschalen van het kaderpersoneel, in **absolute** waarde uitgedrukt en gesteld tegenover het indexcijfer 139,18, spil van de stabilisatieschijf 136,45 - 141,95 (basis 1981 = 100), wordt **als volgt** vastgesteld :

- vijfde catégorie : 47.168 F tot 65.527 F;
- zesde catégorie : 53.276 F tot 74.864 F;
- zevende catégorie : 51.518 F tot 87.504 F.

De in de eerste alinéa vastgestelde bedragen worden verhoogd **als volgt** :

- op 1 juli 1990 : met 1.000 F;
- op 1 december 1992 (op 1 september 1992 bij GIB en Courthéoux-Fradis (tak Cora) : met 2 %, met een minimum van 1.000 F en een maximum van 1.600 F;
- op 1 januari 1993 : met 700 F;
- op 1 oktober 1998 : met 300 F;
- op 1 juli 1999 : met 500 F;
- op 1 juli 2001 : met 500 F.

Deze bedragen zijn gesteld tegenover het **spilindexcijfer** dat van kracht zal zijn op het ogenblik van de respectievelijke verhogingen.

**Artikel.28** - De **maandelijkse minimumbedragen** van de aanvangslonen van het kaderpersoneel, gesteld tegenover het indexcijfer 139,18, spil van de stabilisatieschijf 136,45 - 141,95 (basis 1981 = 100), zijn de volgende :

- 47.168 F voor de vijfde catégorie;
- 53.276 F voor de zesde catégorie;
- 61.518 F voor de zevende catégorie.

De in de eerste alinéa vastgestelde bedragen worden verhoogd **als volgt** :

- op 1 juli 1990 : met 1.000 F;
- op 1 december 1992 (op 1 september 1992 bij GIB en Courthéoux-Fradis (tak Cora) : met 2 %, met een minimum van 1.000 F en een maximum van 1.600 F;
- op 1 januari 1993 : met 700 F;
- op 1 oktober 1998 : met 300 F;
- op 1 juli 1999 : met 500 F;
- op 1 juli 2001 : met 500 F.

Deze bedragen zijn gesteld tegenover het **spilindexcijfer** dat van kracht zal zijn op het ogenblik van de respectievelijke verhogingen."

**Artikel.31** - De totale **opklimming** in de loonschalen van de **werklieden**, in absolute waarde en gesteld tegenover het indexcijfer 139,18, spil van de stabilisatieschijf 136,45 - 141,95 (basis 1981 = 100), is vastgesteld **als volgt** :

- eerste catégorie : van 253,80 F tot 269,75 F;

*Handwritten initials and a checkmark.*

*Handwritten mark.*

- tweede catégorie : van 264,80 F tot 280,80 F;
- derde catégorie : van 279,25 F tot 301,00 F.

De hierboven vastgestelde bedragen worden verhoogd als volgt :

- op 1 juli 1990 : met 6,40 F;
- op 1 december 1992 (op 1 september 1992 bij GIB en Courthéoux-Fradis (tak Cora) : met 2 %, met een minimum van 6,40 F en een maximum van 10,25 F;
- op 1 januari 1993 : met 4,50 F;
- op 1 oktober 1998 : met 1,9230 F;
- op 1 juli 1999 : met 3,2051 F;
- op 1 juli 2001 : met 3,2968 F.

Deze bedragen zijn gesteld tegenover het **spilindexcijfer** dat van **kracht zal** zijn op het ogenblik van de respectievelijke verhogingen.

Artikel.33 - De minimum uurlonen van de **minderjarige** werklieden, gesteld tegenover het indexcijfer 139,18, **spil** van de stabilisatieschijf 136,45 - 141,95 (basis 1981 = 100) zijn de volgende :

| Leeftijd       | Eerste catégorie | Tweede catégorie | Derde catégorie |
|----------------|------------------|------------------|-----------------|
| 20 jaar        |                  |                  |                 |
| <b>19 jaar</b> | <b>253,80 F</b>  | 264,80 F         | 279,25 F        |
| 18 jaar        |                  |                  |                 |
| 17 jaar        | 231,80 F         | <b>237,45 F</b>  | 250,25 F        |
| 16 jaar        | <b>221,15 F</b>  | 231,65 F         | 239,40 F        |

De bedragen op 20, 19 en 18 jaar worden verhoogd als volgt:

- op 1 juli 1990 : met 6,40 F;
- op 1 december 1992 (op 1 september 1992 bij GIB en Courthéoux-Fradis (tak Cora) : met 2 %, met een minimum van 6,40 F en een maximum van 10,25 F;
- op 1 januari 1993 : met 4,50 F;
- op 1 oktober 1998 : met 1,9230 F;
- op 1 juli 1999 : met 3,2051 F;
- op 1 juli 2001 : met 3,2968 F.

Deze bedragen zijn gesteld tegenover het **spilindexcijfer** dat van **kracht zal** zijn op het ogenblik van de respectievelijke verhogingen.

De bedragen op 17 en 16 jaar worden proportioneel verhoogd op dezelfde **datum, rekening** houdend met de bestaande **degressiviteit** ten opzichte van de bedragen op 20, 19 en 18 jaar.

Artikel.34 - De minimum uurlonen worden, tegenover het indexcijfer 139,18, **spil** van de stabilisatieschijf 136,45 - 141,95 (basis 1981 = 100), **als** volgt vastgesteld :

- eerste catégorie : 253,80 F;
- tweede catégorie : 264,80 F;
- derde catégorie : 279,80 F.

De hierboven vastgestelde bedragen worden verhoogd als volgt :

- op 1 juli 1990 : met 6,40 F;

- op 1 december 1992 (op 1 september 1992 bij GIB en Courthéoux-Fradis (tak Cora) : met 2 %, met een minimum van 6,40 F en een maximum van 10,25 F;
- op 1 januari 1993 : met 4,50 F;
- op 1 oktober 1998 : met 1,9230 F;
- op 1 juli 1999 : met 3,2051 F;
- op 1 juli 2001 : met 32968 F.

Deze bedragen zijn gesteld tegenover het **spilindexcijfer** dat van kracht zal zijn op het ogenblik van de respectievelijke verhogingen.

*Artikel 3* - In deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt na artikel 43 volgende bepaling ingelast :

"6. Werkelijke lonen

**Artikel 43 bis** - De werkelijke maandlonen van de voltijdse werknemers worden verhoogd :

met 500 F bruto op 1 juli 1999,  
met 500 F bruto op 1 juli 2001.

- De werkelijke uurlonen van de voltijdse werknemers worden verhoogd :

met 3,2051 F bruto op 1 juli 1999,  
met 3,2968 F bruto op 1 juli 2001.

- De deeltijdse werknemers hebben recht op een prorata."

*Artikel 4* - De artikelen 43 en 57 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden **aangevuld** met volgende alinéa :

"Vanaf 1 januari 2001 wordt de noemer 156 vervangen door 151,66".

*Artikel 5* - Artikel 44 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt aangevuld met volgende alinéa :

"Vanaf 1 januari 2001 wordt dit overloon toegepast op het **uurloon** dat wordt omgerekend naar een wekelijkse arbeidsduur van 35 uur, waarbij het uurloon gelijk is aan het **maandloon** gedeeld door 151,66".

*Artikel 6* - Artikelen 64 tot 68 bis van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen door volgende bepalingen :

**Artikel.64** - De wekelijkse arbeidsduur wordt vastgesteld op 36 uur, verdeeld over vier en een **halve** werkdag per week.

**Onverminderd** artikel 66, doet het in alinéa 1 bepaalde principe geen **afbreuk** aan een bijzondere wekelijkse arbeidsduur en bijzondere **verdelingen** van de **dagelijkse** arbeidsduur, voor zover deze volgens de in **alineas** 3 en 4 vastgestelde **overlegprocedure** worden bepaald **en**, aan het **einde** van de tijdens dit overleg **overeengekomen** periode, de wekelijkse arbeidsduur het **gemiddelde** van de in **lid 1** vastgestelde grenzen niet **overschrijdt**.

De **toepassingsmodaliteiten** worden op het niveau van de **onderneming** vastgesteld, in overleg met de **ondernemingsraad**, of bij ontstentenis **ervan**, met het Comité voor preventie en **bescherming**, of bij ontstentenis hiervan, met de **vakbondsafvaardiging**.

|

*[Handwritten signature]*

De modaliteiten kunnen verschillen naargelang het administratieve, technische of verkoopdiensten of diensten van de opslagplaatsen betreft.

Artikel 65 - Op 1 januari 2001 wordt de wekelijkse arbeidsduur op 35 uren gebracht met behoud van loon.

Deze arbeidsduurvermindering wordt toegekend in de vorm van compensatiedagen.

Deze worden genomen in onderling akkoord volgens de aanvraagmodaliteiten van toepassing in het bedrijf inzake extra-legaal verlof. De arbeidsduurvermindering van 1 uur stemt overeen met 6 compensatiedagen op jaarbasis. De bedrijven die deze arbeidsduurvermindering op een andere wijze wensen door te voeren, doen dit na overleg op het vlak van het bedrijf.

Artikel 66 - In december mag de in artikel 64 en 65 vastgestelde wekelijkse arbeidsduur op 39 uur worden gebracht. De uren die in december boven de in de artikelen 64 en 65 vastgestelde wekelijkse arbeidsduur worden verricht, worden gecompenseerd volgens de modaliteiten die door de onderneming worden vastgesteld in overleg met de ondernemingsraad of de vakbondsafvaardiging.

Artikel 67 - De bepalingen van de artikelen 64 tot 66 doen geen afbreuk aan de toepassing van de artikelen 69 tot 72, noch van de bepalingen van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Artikel 68 - Onverminderd de bepalingen van artikel 66, worden de overlonen voor overuren, vastgesteld bij artikel 29, § 1 van de arbeidswet van 16 maart 1971, betaald vanaf het 37e wekelijkse arbeidsuur.

Artikel 68 bis - Het personeel met uitzondering van de categorieën V, VI en VII dat vrijwillig zijn arbeidsprestaties wenst te herleiden tot 32 uur per week, kan dat doen onder de volgende voorwaarden:

- prestaties gespreid over 4 of 5 dagen in functie van de lokale werkorganisatie en in overleg met de lokale syndicale afvaardiging;
- loon aangepast aan 32 uren.

De ondernemingen verbinden zich ertoe de aldus vrijgekomen uren te compenseren door een verhoging van de interne contracten of door externe aanwervingen, na informatie van de lokale syndicale afvaardigingen".

Artikel 7 - Artikel 76 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt aangevuld als volgt:

"Vanaf 1 januari 2000 hebben alle deeltijdse werknemers met een arbeidsovereenkomst voor ten hoogste 24 uur per week op hun schriftelijk verzoek het recht om hun prestaties te spreiden over 4 dagen per week."

Artikel 8 - In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt een artikel 76 bis ingelast dat vindt als volgt :

"Artikel 76 bis - Op 1 januari 2001 blijft de duur van de prestaties van de deeltijdse werknemers ongewijzigd. De arbeidsduurvermindering die dan is voorzien voor de voltijdse werknemers resulteert voor de deeltijdse werknemers in een proportionele loonsverhoging van

8

2,857%." Artikel 9 - In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt een artikel 118 bis ingelast dat **luidt als volgt** :

"Artikel 118 bis - Volgende afwijkingen van de voorgaande **bepalingen** gelden voor de genoemde **ondernemingen** :

- Voor de **Inno nv** zal een andere **regeling** op gebied van koopkracht in 1999 en in 2000 overeengekomen worden. De reële loonschalen en bezoldigingen van de voltijdse **werknemers** zullen verhoogd worden op 1 juli 2001 met 1 000 fr bruto per maand. De deeltijdse werknemers hebben recht op een prorata.
- Hema België bv zal de reële loonschalen en bezoldigingen van de voltijdse werknemers verhogen op 1 juli 2001 met 1 000 fr bruto per **maand**. De deeltijdse werknemers hebben recht op een prorata. Wat betreft de **arbeidsduurvermindering** voor de voltijdse werknemers en de weerslag van de arbeidsduurvermindering op de deeltijdse **werknemers**, zullen de conventionele **regelingen** toegepast worden per 1 januari 2002 in plaats van per 1 januari 2001."

**HOOFDSTUK III-SLOTBEPALING**

Artikel W - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999.

Ze heeft dezelfde geldigheidsduur als de overeenkomst die zij wijzigt.

**PARITAIR COMITE VOOR DE WARENHUIZEN**

**KOPPELING VAN DE LONEN AAN HET INDEXCIJFER VAN DE  
CONSUMPTIEPRIJZEN**

**INDEXSCHIJVEN OP BASIS 1996 = 100**

Indexschijven bedoeld door het artikel 60 van de CAO van 13 december 1989, goedgekeurd door het Paritair comité op 24 juni 1999.

**A. Oude schijven (basis 1988 = 100)**

|        |        |        |
|--------|--------|--------|
| 118,18 | 120,54 | 122,95 |
| 120,54 | 122,95 | 125,41 |
| 122,95 | 125,41 | 127,92 |
| 125,41 | 127,92 | 130,48 |
| 127,92 | 130,48 | 133,09 |
| 130,48 | 133,09 | 135,75 |
| 133,09 | 135,75 | 138,47 |
| 135,75 | 138,47 | 141,24 |
| 138,47 | 141,24 | 144,06 |
| 141,24 | 144,06 | 149,94 |
| 144,06 | 146,94 | 149,88 |
| 146,94 | 149,88 | 152,88 |

**B. Nieuwe schijven (basis 1996 = 100 - omrekeningsvoet 0,8294)**

|            |        |        |
|------------|--------|--------|
| 98,0299,98 | 101,97 |        |
| 99,98      | 101,97 | 104,02 |
| 107,97     | 104,02 | 106,10 |
| 104,02     | 106,10 | 108,22 |
| 106,10     | 108,22 | 110,38 |
| 108,22     | 110,38 | 112,59 |
| 110,38     | 112,59 | 114,85 |
| 112,59     | 114,85 | 117,14 |
| 114,85     | 117,14 | 119,48 |
| 117,14     | 119,48 | 121,87 |
| 119,48     | 121,87 | 124,31 |
| 121,87     | 124,31 | 126,80 |

*Handwritten initials/signature*